

# Pascal Chaigneau : L'UE aggrave le cas de Madagascar

L'Express – 08/06/10

***Le fondateur du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) à Paris, professeur spécialisé dans les relations internationales critique l'internationalisation de la résolution de la crise malgache.***

- **Quels pourraient être les impacts diplomatiques et économiques de la décision européenne suspendant la consultation avec Madagascar ?**

- Cette sanction supplémentaire vis-à-vis de la HAT, qui est aujourd'hui en train de gérer toute une série de difficultés simultanées, est un facteur aggravant. Sur le plan diplomatique, c'est la démonstration de la capacité d'influence de grands acteurs. Il ne vous a pas échappé que la première puissance mondiale et la première puissance africaine sont très proches de l'ancien président Marc Ravalomanana, et que cela ne compte pas pour rien dans les soutiens extérieurs. Sur le plan économique, cela tombe évidemment au pire moment. Cela crée une incertitude sur la stabilité du pays et sur la capacité à respecter le calendrier électoral. La communauté internationale veut qu'il y ait des élections, mais simultanément, elle ne donne pas tous les moyens au pays pour pouvoir les tenir dans les meilleures conditions.

- **Le cas de Madagascar semble vous préoccuper...**

- Si vous me permettez un commentaire personnel, ce qui me préoccupe, c'est qu'il y a des traitements différenciés selon les pays. J'ai quelques difficultés à comprendre pourquoi après le coup d'État contre Mamadou Tandja au Niger, l'appareil militaire aujourd'hui au pouvoir à Niamey se déplace à Bruxelles et obtient de l'Union européenne le maintien des lignes financières sur la seule promesse que des élections auront lieu avant douze mois, alors que pour Madagascar, nous parlons de six mois mais les sanctions tombent. J'ai du mal à comprendre pourquoi en Guinée Conakry, l'institution militaire au pouvoir n'est pas sanctionnée alors qu'elle a été l'actrice des violences et des homicides parce qu'elle annonce vouloir organiser des élections. Peut-être que le problème de Madagascar est d'avoir internationalisé les négociations. Ceux qui les ont gérées en interne et qui sont ensuite allés vers l'international ne sont pas victimes des mêmes sanctions que vous, alors qu'ils ont connu les mêmes processus, parfois même plus violents.

- **La France peut-elle se désolidariser de l'Union européenne dans la gestion de cette crise ?**

- Je ne vois pas que cela soit possible juridiquement. On est sur l'application de l'article 96 de l'accord de Cotonou. Le processus décisionnel a été respecté. Les votes ont été opérés. Il y a eu une décision, et un État membre de l'Union ne peut pas, en application des traités, se désolidariser de son application. Ce que la France peut faire, c'est être un facilitateur diplomatique, un avocat pour la levée, dans les délais les plus brefs, des sanctions. Mais elle le fait en interne. Elle ne peut, ni politiquement dans le contexte actuel de l'Union, ni juridiquement, prendre une position différenciée de celle de l'Union européenne.

- **Entre la position de la France et de l'OIF d'un côté, et celle des États-Unis et de la SADC de l'autre, peut-on parler d'un antagonisme entre blocs francophone et anglo-saxon ?**

- Il ne s'agit pas d'antagonisme. C'est une divergence d'analyses et de points de vue. À titre personnel, je pense qu'en internationalisant les négociations, on les a compliquées. D'une part, l'internationalisation s'est faite sous l'égide de pays qui soutiennent assez clairement la mouvance de l'ancien président Marc Ravalomanana. Je n'ai pas à épiloguer sur le soutien très clair de la diplomatie américaine vis-à-vis de lui\*, et sur le soutien réel de la politique sud-africaine\*\*. En internationalisant les choses, on a ramené dans le jeu diplomatico-politique, tous les anciens chefs d'État vivants. Et on a redonné une capacité de négociations, de marchandage et de nuisance en simplifiant les choses, et en affirmant qu'il y a quatre mouvances. Mais il n'y a pas que quatre mouvances, il y en a bien plus. Tout cela s'est transformé en marchandage de poste, d'intérêt, de portefeuille.

L'erreur peut-être est d'avoir commencé par accepter d'y aller. Et le cas de la Côte d'Ivoire est un cas précédent. Laurent Gbagbo a accepté de signer tous les accords que la France lui demandait de signer à Marcoussis et à Kléber. La première chose qu'il a faite en rentrant chez lui, c'est de ne pas les respecter parce qu'ils n'étaient pas respectables. Les résultats, c'est que, dix ans après, on y est encore. La situation n'est pas comparable.

- **Vous êtes donc contre l'internationalisation de la recherche de solutions ?**

- Dans tous les cas, les deux crises de l'Union africaine qui ont été internationalisées dans les stratégies de solution (la crise malgache et la crise ivoirienne) sont celles qui posent le plus de problèmes. L'internationalisation des choses a été encore compliquée par le fait que le médiateur Joaquim Chissano,

qui est un homme remarquable, est quelqu'un qui connaît personnellement l'une des mouvances. Je n'ai pas besoin de vous rappeler toutes les coopérations avec le président Didier Ratsiraka, de l'ancien Président. On demande à un État, l'Afrique du Sud qui est partie pour l'une des mouvances, d'être l'État charnière, et on demande à un ancien chef d'État, qui connaît plus que personnellement l'ancien président Ratsiraka qui représente l'une des mouvances, d'être le médiateur clef. Ne croyez-vous pas que cela ait plus compliqué que simplifié les dispositifs. Alors, si on veut maintenant faire des élections, il n'y a pas d'autres scénarios de sortie de crise. De toute façon, je ne vois pas un retour en arrière sur l'internationalisation, versus Maputo ou Addis-Abeba ou Pretoria. Donc tout ce qui peut être fait pour aider les Malgaches à faire des élections libres et transparentes, avec des observateurs internationaux le plus vite possible sera le mieux. Ce que je crains, c'est que les sanctions économiques contribuent à les retarder et aient un effet deux fois plus pervers. Parce que, d'une part, elles frappent le peuple, et d'autre part, parce qu'elles risquent de retarder le processus électoral.

- **Mais la position de la France et son soutien supposé à Rajoelina, ne complique-t-elle pas non plus la sortie de crise ?**

- Je ne suis pas la France. Je suis un universitaire. En tant que tel, je suis totalement libre. Quand la France me semble faire des bêtises, je le dis. Mais je ne crois pas que mon pays soutienne une personne, Andry Rajoelina en l'occurrence. Je crois qu'elle soutient une transition. Dans le but d'une transition pacifique. Depuis que monsieur Andry Rajoelina a déclaré le 12 mai dernier, qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, on ne peut plus nous dire qu'on soutient un homme. On soutient un processus de transition. Autant on était un peu mal à l'aise aussi longtemps que le président de la HAT laissait planer le doute sur sa candidature, autant maintenant qu'on sait qu'il ne sera pas candidat, c'est tout de même un élément important pour démontrer qu'il faut soutenir une sortie de crise et pas un homme.

- **Les richesses naturelles de Madagascar ne sont-elles pas un facteur compliquant la sortie de crise ?**

- Être l'objet de convoitise n'a jamais été de tout repos. Heureusement pour vous, vous n'exploitez pas encore vos pétroles et vos gisements de bitume. Avoir accordé aux Chinois l'exploitation de fer est, à mon avis personnel, très habile. C'est à la fois une ressource diversifiée au moment où vous faites l'objet de sanctions économiques. Et c'est un message que vous envoyez à la communauté occidentale de façon à ce qu'elle touche du doigt, si c'était nécessaire, que vous n'êtes pas prisonnier de l'Occident pour vos partenariats internationaux.

- **Le fait de tourner le dos aux pays occidentaux pour se tourner vers ceux qui ne partagent pas les mêmes valeurs démocratiques ne constitue-t-il pas un danger pour un jeune pays comme Madagascar ?**

- Il serait illusoire de penser que la Chine soit en situation de remplacer les occidentaux pour Madagascar, ou même de penser qu'elle ait cette volonté. Les Chinois ont une diplomatie énergétique et une diplomatie de matières premières pour la soutenabilité de leur croissance. Madagascar est, à ce titre, pour eux un pays d'importance numéro deux ou trois. Madagascar ne figure pas parmi les pays cibles des Chinois sur le continent noir. Diversifier vos partenaires, c'est votre intérêt. Rien n'est plus dangereux pour un pays pauvre que d'être tributaire d'un partenaire exclusif. Mais ne vous faites pas non plus d'illusion par une surestimation de l'acteur chinois, coréen ou indien. Vous avez vu ce que les Coréens, par le groupe Daewoo, voulaient de votre pays ? Faites passer le message aux occidentaux: l'Asie existe. Cela contribuera à exercer sur eux une pression, parce qu'il n'y a pas de raison que vous soyez les seuls à subir des pressions. Mais entre nous, il serait utopique de croire que Madagascar constitue une priorité pour les autorités chinoises.

- **Une solution entre Malgaches est-elle encore possible ?**

- Mais oui. Je ne vais pas recommencer sur l'éternelle évocation du « fihavanana », mais tout de même. Et puis, vous avez une psychologie historique d'insulaire. S'il y a un peuple qui n'a jamais accepté qu'on lui impose des choses de l'extérieur, c'est quand même le vôtre. Je ne vais pas insulter votre intelligence en vous rappelant votre histoire. À partir du moment où les élections sont ouvertes, et où elles se feraient de manière transparente; à partir du moment où il y a une refondation de l'État par une nouvelle Constitution et un véritable débat national; à partir du moment où il y a un calendrier électoral respecté avec des observateurs internationaux: moi, je fais confiance aux Malgaches pour trouver une solution aux questions malgaches. On parle de voie unilatérale. Moi je dirai que c'est une voie nationale à la sortie de crise.

- **Comment une médiation nationale peut-elle encore être possible après l'échec de la première tentative en mars 2009 ?**

- Le temps est un facteur clé. L'immédiateté n'a jamais été une bonne période pour la solution de crise. Il faut donner le temps au temps pour gérer une crise. Le recul permet aujourd'hui un espoir en la matière. Nous ne sommes plus dans la gestion du passionnel. Vous avez néanmoins une difficulté. L'analyse des crises contemporaines démontre que quand les opposants sont à l'étranger, leur capacité d'action pour perturber ou pour brouiller une négociation nationale est très grande.

C'est le cas en Afrique, en Asie. Prenez l'exemple de la Thaïlande. Après le coup d'État de 2006, Thaksin Shinawatra, s'est réfugié à Londres et a, aujourd'hui, des passeports d'autres pays. Comme c'est un homme d'affaires qui a bâti sa fortune dans les télécommunications et qui se trouve hors de Thaïlande, il continue d'avoir des moyens financiers considérables pour continuer à téléguider les déstabilisations dans son pays. Je ne veux pas faire de parallèles rapides...

Propos recueillis par Iloniaina Alain

\*Interview de Niels Marquardt, ancien ambassadeur des États-Unis, parue dans l'Express de Madagascar le 22 mai 2010 :

« Nous ne soutenons personne. Nous n'avons jamais réclamé le retour au pouvoir de Marc Ravalomanana, nous avons même constaté sa démission. Cette étiquette pro-Ravalomanana et anti-HAT est entièrement fautive. Nous soutenons la démocratie et le retour à l'ordre constitutionnel ».

\*\*Interview de Duminasi Rasheleng, chargé d'Affaires à l'ambassade de l'Afrique du Sud, parue dans l'Express le 25 février 2010 : « Il appartient au peuple malgache de choisir celui qui va présider la Nation malgache. Notre rôle, avec le reste de la communauté internationale, consiste à aider ce pays dans la recherche de solution, de façon à ce que le peuple puisse choisir librement dans une élection libre et impartiale ».

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=36959>